



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

24-09-2016

Comité National du 24 septembre 2016.

Rapport introductif d'Antonio Sanchez

Chers camarades,

Etant donné l'abondance de l'actualité en cette rentrée, je me cantonnerai à l'essentiel des questions que nous avons à traiter pour que notre parti se mette le plus vite possible en action.

Les 18 premiers mois de cette année ont été marqués par le fort mécontentement, le rejet profond que suscite la politique actuelle. Ce mécontentement s'est exprimé dans les luttes notamment contre la loi «travail», mais aussi dans la kyrielle de sondages publiés et la forte abstention constatée dans diverses élections partielles.

Ce mécontentement n'a jamais diminué, 70% des français se prononcent encore aujourd'hui contre la loi travail, **la dernière initiative syndicale du 15 septembre dernier a été un vrai succès** malgré l'annonce répétée d'un « baroud d'honneur » par l'ensemble des médias.

Des luttes se poursuivent ou se préparent dans de nombreux secteurs :

- Dans l'enseignement, des classes sont occupées un peu partout pour obtenir des postes supplémentaires ou des ouvertures de classes nouvelles.
- Arcelor Mittal ou de nouvelles suppressions d'emplois sont annoncées,
- AXA ou 650 emplois sont menacés,
- Les licenciements prévus chez Caterpillar Belgique vont avoir des conséquences en France, la mobilisation est en cours.
- Chez SFR la lutte s'organise contre les 5000 suppressions d'emplois annoncées.
- Beaucoup d'autres entreprises sont touchées par cette continuelle vague de licenciements, la Banque Postale, Michelin, Philips, HSBC, la lunetterie Logo dans le Jura va fermer ses portes, 170 emplois sont menacés, et bien sûr Alstom qui prévoit de fermer son site de fabrication de matériel de transport à Belfort 400 salariés sont concernés, j'y reviendrai plus longuement pour vous faire part de ma rencontre avec les syndicalistes du site.

Comme on le voit, tout s'accélère au nom du profit. Peu importe les moyens employés et quel que soit l'endroit, le capitalisme poursuit sa recherche de profits nouveaux. Ce sont les peuples qui en subissent les conséquences. Il utilise les armes, massacre les peuples pour s'accaparer les richesses des pays qui en sont pourvus, ou organise une « démocratie » à sa botte pour imposer ses choix dans les pays dits « développés » ; le but est le même : le profit.

Ce sont les multinationales qui dirigent partout, elles choisissent les états et leurs équipes de dirigeants pour appliquer leur politique. La quasi-absence de partis révolutionnaires notamment depuis la chute de l'URSS pèse beaucoup sur la situation économique et sociale actuelle subie par les peuples du monde. Cela nous amène à répéter ce que nous savons déjà : le capitalisme est incapable de résoudre est de répondre aux besoins des peuples, il est l'unique cause des difficultés rencontrées par les peuples. Construire une société débarrassée du capital est donc indispensable à condition de mener la lutte politique pour y parvenir. Cette question est valable pour tous les pays et pour ce qui nous concerne nous devons sans cesse faire le clair, développer nos propositions, tracer une perspective politique révolutionnaire.

Se débarrasser du capitalisme, nous sommes le seul Parti à proposer cette perspective, nous le savons.

La bataille idéologique est intense pour détourner, dévoyer les vraies questions. Tout est fait par la propagande capitaliste pour éviter le débat, empêcher les luttes, tous les prétextes sont bons, tout est utilisé pour détourner l'attention, dernièrement l'envolée médiatique initiée par Sarkozy concernant nos origines gauloises a fait la une de tous les médias pendant une semaine. L'utilisation des religions, la question des réfugiés qualifiés de « migrants » fuyant leurs pays pour échapper aux bombes de l'impérialisme.

Tout est utilisé pour empêcher toute réflexion sur les causes, les responsables des situations dramatiques vécues dans le monde.

La France n'échappe pas bien sûr à cette bataille idéologique, aucun parti ne remet en cause le capitalisme, tous veulent le développer ou partager avec lui, l'aménager. La droite, le Parti Socialiste veulent appliquer le programme des multinationales comme ils l'ont toujours fait. Le Front National veut rassembler le peuple mais se tait sur son programme et pour cause il est totalement en faveur des entreprises et contre « les grèves qui menacent le pays ». Il veut favoriser l'aide aux entreprises « patriotes », il veut lui aussi appliquer le programme du capitalisme.

Mélenchon, quant à lui (interview à l'humanité du 26 septembre) veut une autre «répartition des richesses entre le capital et le travail », le Parti Communiste Français prône le plus « large rassemblement possible à gauche ». Tous ces partis ont un point commun, ils ne remettent pas en cause le capitalisme et de ce fait, font croire qu'il n'y a pas d'autre système, d'autre société possible, d'autre politique en dehors du capitalisme.

Les candidatures annoncées par tous ces partis sont autant d'impasses politiques, de diversions pour éviter le vrai, le seul débat qui compte : changer la société.

Tout cela est accompagné de manipulations et de mises en scène qui frôlent le ridicule avec l'organisation de « primaires » présentées comme étant le summum de la démocratie mais qui consiste avant tout à occuper tout l'espace médiatique d'ici les élections.

C'est donc une grande bataille politique qu'il faut mener. Nos propositions, la perspective politique que nous portons n'ont rien à voir ni de près de loin avec celles des autres partis.

Nous avons décidé de participer à toutes les élections nationales pour mener la bataille politique, pour utiliser les espaces politiques, faire connaître nos propositions, renforcer notre parti. C'est une grande responsabilité, nous savons que cette bataille sera difficile mais nous ne partons pas de rien. Nos dernières participations aux élections ont démontré la place qui existe pour développer nos idées, nous gagnons en influence et nous renforçons le parti. Nous connaissons les obstacles, le caractère antidémocratique des élections mais à chaque fois nous avons progressé.

- Rien ne remplacera notre activité dans les cellules, dans les départements avec les adhérents, les sympathisants.
- Rien ne remplacera l'activité militante le contact avec les travailleurs dans les usines, les quartiers.
- Rien ne remplacera le débat dans les réunions publiques pour développer nos idées sur la société que nous voulons construire.

Il ne s'agit pas d'employer des slogans à tout propos, il s'agit d'aider à comprendre comment s'y prendre pour que ça change vraiment.

Tous les candidats promettent le changement mais aucun ne s'attaque aux vraies causes des difficultés. Ils proclament tous votez pour moi ! Mais pourquoi faire ? Nous n'avons pas du tout la même conception de la politique.

La situation en France s'aggrave : chômage – pauvreté – précarité – baisse des salaires et des pensions – casse de l'industrie – des services publics – santé – éducation nationale etc.... Tout est soumis à la loi du capital avec ses multitudes de conséquences. Voilà la situation pour les travailleurs et le peuple.

Pour les multinationales tout va bien : elles ont déclaré pour le seul premier trimestre 2016 42, 3 milliards de profits soit 11% de plus qu'au premier semestre 2015. Les 30 premières multinationales françaises ont déclaré 1250 milliards de chiffre d'affaires soit plus de la moitié du produit intérieur brut national.

Ce sont ces multinationales qui dirigent la France et qui choisissent les équipes dirigeantes à mettre en place : hier Sarkozy, actuellement Hollande, et demain quelle équipe pour appliquer leur politique ?

« La course à la compétitivité n'est jamais terminée » déclare le PDG de PSA Carlos Tavares au journal L'Expansion. Pas un mot sur les 8000 suppressions d'emplois, sur la fermeture du site d'Aulnay. À la question d'un journaliste sur le nombre de postes supprimés Tavares répond : « je ne crois pas pertinent de se concentrer sur le comptage des emplois, mais plutôt sur la façon d'améliorer la compétitivité de l'entreprise » il vante par ailleurs la signature des «partenaires sociaux » (sauf la CGT) du dernier accord d'entreprise appelé «Nouvel élan pour la croissance » qui permet davantage de flexibilité, un temps de travail allongé, des conditions de travail aggravé, et des salaires bloqués. Autre révélation de Tavares : « contrairement à une idée répandue, il n'existe pas de taille idéale pour un constructeur si ce n'est celle qui permet de faire du profit ». Cela a le mérite de faire le clair sur l'exploitation capitaliste : elle touche effectivement toutes les entreprises quelques soient leurs tailles. Soulignons au passage que le salaire de Tavares a doublé cette année pour atteindre 5,24 millions d'euros. Voilà la politique du capital telle qu'elle est appliquée dans toutes les entreprises, voilà pourquoi les multinationales ont besoin de gouvernants à leur service et de syndicats gestionnaires ou acteurs des décisions prises contre les travailleurs.

Le patronat a toujours rêvé d'appliquer ses directives dans la paix sociale, nous connaissons l'état du syndicalisme en France, la loi « travail » a révélé s'il en est encore besoin la position des centrales syndicales : La CFDT totalement à la botte du patronat, souhaitant même aller plus loin que ce que propose le Medef, la CGT et FO confrontées au mécontentement des syndicats de base ont dû répondre par des initiatives nationales. Reste que la loi « travail » qui représente un recul social d'un demi-siècle existe encore. Nous devons continuer à expliquer dans nos réunions la nécessité de lutter pour obtenir son abrogation. FO a trouvé une porte de sortie pour quitter mouvement, mais le mécontentement est très profond, le 15 septembre l'a révélé. Des luttes multiples existent, il faut les amplifier, c'est la seule voie à suivre pour obtenir des résultats.

Voilà la réalité de la politique du capital :

- **D'un côté les difficultés sans cesse grandissantes du peuple,**
- **De l'autre l'accumulation de profits considérables** fruit de l'exploitation du travail salarié. Il suffit d'inverser ces données pour comprendre et expliquer qu'une autre société est possible

Le capitalisme domine aujourd'hui l'ensemble de la planète, la course au profit s'est accentuée nous l'avons dit depuis la chute de l'URSS, les multinationales se livrent à une concurrence effrénée dans leur conquête de richesses nouvelles. Les guerres se multiplient, les intérêts capitalistes s'affrontent, on assiste à un nouveau partage du monde au gré des intérêts des multinationales et des états. **Les peuples payent un lourd tribut à cette course au profit**, des centaines de milliers de morts au proche et Moyen-Orient, en Afrique.

Par centaines de milliers la population fuit les guerres et fait l'objet de marchandages ignobles de la part des états capitalistes responsables de cette situation.

C'est dans ce contexte que nous entrons dans la phase active de la campagne électorale qui s'annonce.

Notre but : mener partout le débat politique, la bataille politique pour faire avancer l'idée qu'une autre société est possible, que l'argent, les moyens pour la construire existent. Une société débarrassée du capital. Une fois qu'on a dit cela, le plus dur reste à faire, il faut le démontrer, l'expliquer, le faire comprendre.

Lors de ma rencontre avec des syndicalistes d'Alstom Transport, il a fallu prendre du temps, beaucoup écouter, puis lancer le débat pour faire le clair sur les raisons qui conduisent Alstom à fermer le site de Belfort, situer les responsabilités, faire tomber les illusions, dénoncer les pièges politiques (et ils sont nombreux) qui ne vont pas manquer et enfin les propositions politiques à développer et la lutte nécessaire pour les faire aboutir.

Quelques enseignements sont à retenir après cette rencontre :

- **Tout d'abord s'opposer à la fermeture du site, engager la lutte nécessaire est urgent, mais il faut aussi engager le débat politique.**
- Rien ne remplace le débat sur nos propositions. Lorsque nous avons abordé la question de la nationalisation que tous les politiques ou à peu près, mettent en avant aujourd'hui, il a fallu

expliquer le sens de cette proposition, ce que nous entendons par nationalisation. Chacun connaît à Belfort ce que veut dire nationalisation notamment les Alstom parce qu'ils ont vécu pour les plus anciens cette expérience. La nationalisation telle qu'elle a été conçue à l'époque a-t-elle protégé Alstom de la vente à un actionnaire privé ? La réponse est dans la question.

Qu'est-ce que veut dire nationaliser pour notre parti ? Quel est le but premier de l'entreprise aujourd'hui : la réponse aux besoins sociaux où les profits ? Par exemple chez Alstom, il faudrait développer la fabrication de tout le matériel roulant (métro, trains, transport des marchandises etc.) nécessaire pour développer des transports nationaux répondant aux besoins aujourd'hui. Une entreprise nationalisée doit-elle être dirigée par un représentant du capital ou gérée démocratiquement ? Elle doit être soustraite à la domination du capitalisme, entièrement nationalisée et gérée démocratiquement par les travailleurs et le peuple.

Mais la question qui a pris le plus de temps et occasionné le plus de débats est : **comment faire?** Il est évident qu'il faut convaincre que pour y parvenir il faut engager la lutte politique, lever les doutes sur les possibilités, être lucide sur les difficultés, combattre les impatiences et la résignation, et que pour cela, il faut construire un parti révolutionnaire suffisamment puissant pour peser dans la vie politique nationale. Nous avons abordé toutes ces questions au cours de notre rencontre, il faudra prendre encore du temps, faire connaître plus largement nos propositions pour avancer ensemble, mais c'est un début intéressant.

Les travailleurs d'Alstom préparent une initiative le 27 à Saint-Ouen et rencontreront le ministre le 30 septembre. En attendant ils mènent des actions quotidiennes sur le site. Nous avons convenu de nous rencontrer à nouveau la semaine prochaine pour poursuivre le débat.

Cette rencontre montre bien la nécessité d'organiser des débats partout où nous le pouvons pour expliquer notre politique, lever les doutes et les ambiguïtés, dénoncer les pièges et les impasses. C'est à cela qu'il faut consacrer notre énergie dans la période électorale qui s'annonce.

Sur la préparation de notre campagne électorale :

Pour la présidentielle nous avons déjà prévu des initiatives en début d'année en Loire-Atlantique, dans l'Indre, le Calvados. Il faut que le Comité National débattenne de cette question, comment on fait dans les départements ? Quelle initiative on prend ? Sous quelle forme ? Qui pourrait aider ? À quelle date ? Il faut décider également de nos candidat(e)s aux élections législatives. Nous ne manquons pas de candidat. Il faut réfléchir également aux circonscriptions où nous allons les présenter.

Tout cela demande un suivi ou l'organisation et la propagande travailleront ensemble.

Chers camarades,

Je ne peux pas terminer cette introduction sans insister très fortement sur la question des moyens financiers.

Cela peut paraître une question « connue » mais la période politique que nous abordons va coûter beaucoup d'argent et vous savez que nous n'avons pas d'autres moyens que nos cotisations et la souscription que nous avons mise en œuvre.

Nous allons avoir besoin de publier des centaines de milliers de tracts, éditer des affiches, payer les déplacements, de faire face aux dépenses électorales, bref nous allons avoir besoin de beaucoup d'argent. N'oublions pas de solliciter celles et ceux qui partagent nos idées et notre action, celles et ceux qui viennent dans nos réunions, c'est important.

Nous poserons aussi la question de l'adhésion à notre parti à tous ceux et celles qui approuvent notre politique.

Je n'ai pas parlé de la situation internationale sur laquelle il y a beaucoup aussi à clarifier, à expliquer notre point de vue. Nous y reviendrons dans la discussion.

Il y a de quoi débattre, je vous laisse donc la parole.